

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°9

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2534 - Prix : 1 €

*Présidentielle :
la bourgeoisie
n'aime pas
l'incertitude*

Page 3

*PCF : un « pacte
de majorité »
pour aller plus
vite dans le mur*

Page 4

*Politiciens en
campagne :
Gattaz fixe le
cap*

Page 5

*Retard dans le
transport en
commun dans
l'est*

Page 7

*Colonisation :
la barbarie du
capitalisme*

Page 10

Nathalie Arthaud, candidate communiste Faire entendre le camp des travailleurs



Présidentielle : Nathalie Arthaud fera entendre le camp des travailleurs

Après que Sarkozy, Juppé, Hollande et Valls ont été évincés de la campagne, on nous a promis une présidentielle inédite. « Tout peut arriver », ont expliqué les commentateurs. En réalité, tout est déjà joué... au profit du grand capital. Car les principaux candidats veulent le servir.

Fillon, poursuivi pour avoir détourné un million d'euros d'argent public au profit de sa PME familiale, droitise encore sa campagne pour faire diversion. Parce que quelques casseroles perturbent ses déplacements, il dénonce sans rire un « climat de quasi-guerre civile » ! En réalité, de la suppression des 35 heures à la hausse de la TVA, c'est lui qui prépare... la guerre sociale contre les travailleurs !

Macron a présenté un programme s'adressant aux « grands intérêts financiers » dénoncés il y a quelques mois par Bayrou, qui vient pourtant de se rallier à lui. Il veut pérenniser le CICE et le pacte de responsabilité, ces cadeaux de plusieurs dizaines de milliards au patronat. Comme Fillon, il veut supprimer des postes de fonctionnaires (120 000). Il veut augmenter la CSG, économiser 15 milliards sur l'assurance maladie et 10 milliards sur l'assurance chômage, et exonérer les actions et les obligations de l'impôt sur la fortune, c'est-à-dire l'essentiel de cette taxe dérisoire. Si, comme il le promet, il baissait la taxe d'habitation, un impôt certes injuste, ce serait aux dépens des communes les plus pauvres. Tout son projet est pour les riches.

Le Pen s'échine à se montrer différente de Macron et de Fillon. Mais, pas plus qu'eux, celle qui se prétend « candidate du peuple » ne

touche aux riches. Son programme ne contient aucune mesure s'en prenant à leur fortune. Au contraire, elle est favorable aux cadeaux faits au patronat, comme le CICE. En revanche, elle s'attaque aux étrangers. C'est-à-dire à des migrants qui fuient la guerre ou une dictature féroce, ou encore à des travailleurs parfois ici depuis 5 ou 10 ans, qui font tourner les chantiers, nettoient les bureaux et les trottoirs ou travaillent dans les cuisines des grands restaurants. Diviser les travailleurs, c'est servir les capitalistes. Avec Trump, dont Le Pen est le sosie féminin, on voit comment un gouvernement peut pratiquer la démagogie contre les étrangers, tout en étant composé de multimilliardaires.

Hamon et le PS tentent de faire oublier le bilan des années Hollande. Celui-ci a accédé à l'Élysée avec le soutien de Hamon, des écologistes, du PCF et de Mélenchon. Hollande avait promis de faire reculer le chômage et celui-ci a flambé. Les entreprises ont encaissé les aides, comme PSA, qui vient d'annoncer un bénéfice record de 2,15 milliards d'euros. Cette firme, qui se prétendait au bord de la faillite en 2012, a fermé une usine et supprimé au total 17 000 emplois, pour le plus grand bonheur de ses actionnaires ! Les voilà, les bénéficiaires du PS au pouvoir !

Les principaux candidats ont en commun le même parti pris : sans les capitalistes, pas de croissance, pas d'emplois. Du coup, il faudrait bichonner les patrons et accepter leurs quatre volontés. Mais non ! Ce sont les travailleurs qui font fonctionner toute la société et produisent toutes les richesses. Leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail et leurs



pensions de retraite doivent passer avant les revenus des actionnaires et des PDG. Les travailleurs doivent mettre en avant leurs exigences. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, présentée par Lutte ouvrière. Comme Arlette Laguiller, à qui elle a succédé, ce n'est pas une politicienne. Elle ne dit pas « *votez pour moi et votre vie changera* ». C'est une salariée qui se présente pour faire entendre le camp des travailleurs.

Face au drame du chômage, qui touche six millions d'entre nous, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Il faut prendre sur les profits, passés et présents, pour financer cela. Il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois.

Alors que le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader, il faut augmenter les salaires et les pensions d'au moins 300 euros. Aucun salarié ne doit gagner moins de 1800 euros net.

Alors que des entreprises comme Vivarte (André, La Halle...) invoquent des pertes pour justifier la suppression de milliers d'emplois, il faut lever le secret des affaires. Les travailleurs doivent pouvoir contrôler les comptes des sociétés.

Voter Nathalie Arthaud, c'est voter pour faire entendre collectivement ces exigences, en faire des objectifs de lutte pour demain, face au futur président, quel qu'il soit.

Présidentielle : la bourgeoisie n'aime pas l'incertitude

Comme chacun sait, le grand patronat, ceux que la presse nomme les investisseurs, et autres possesseurs de capitaux, ne détestent rien tant que l'incertitude.

Si à l'automne dernier, tout semblait presque écrit à d'avance, voilà qu'une stupide affaire de favoritisme familial assombrit l'avenir de Fillon, au point que la droite, qui pariait sur le rejet de la gauche pour accéder facilement à l'Élysée, pourrait ne pas être présente au second tour de l'élection.

Du côté de la gauche gouvernementale, l'abandon de Hollande et l'élimination de Valls ont privé le patronat de deux candidats potentiels qui, aux plus hauts postes de l'État, lui avaient amplement démontré leur allégeance. Bien sûr il y a Hamon, issu lui aussi du gouvernement Hollande, mais qui est tellement sûr de perdre l'élection qu'il en est réduit à

faire un peu de démagogie pour plaire à la gauche de l'électorat du PS.

À droite, Marine Le Pen pose encore problème au patronat, non à cause de sa démagogie anti-immigré, mais à cause de ses discours anti-Europe. Voilà pourquoi elle met maintenant les bouchées doubles pour rassurer le patronat sur ses intentions.

Alors il reste Macron, issu du gouvernement Hollande et dont le pedigree de banquier plaide pour lui. Mais ce cheval sera-t-il à même de tenir la distance jusqu'au 23 avril ?

Voilà comment une campagne électorale qui semblait acquise d'avance finit par inquiéter le patronat, au point que l'on commence à dire que les « marchés » sont inquiets. Pour les rassurer, il faudra vraiment que l'élu de la présidentielle se dépêche de débloquer les mesures, et surtout les milliards, que le patronat en espère.

De Le Pen à Fillon : des propositions odieuses

Marine Le Pen affirme que les immigrés grèvent le budget des prestations sociales. Elle propose donc d'instaurer à l'encontre des travailleurs étrangers un délai de carence de deux années avant qu'ils puissent percevoir une quelconque prestation sociale, y compris pour ceux qui travaillent et qui donc cotisent à la Sécurité sociale. Quand ils seront malades, ajoute Le Pen, les immigrés devront subvenir aux dépenses de leur maladie.

La mesure proposée est odieuse. Quant à permettre d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, c'est une fumisterie. Ce ne sont bien évidemment pas les remboursements de soins des travailleurs étrangers malades qui grèvent de milliards d'euros les comptes de l'Assurance-maladie. Ce qui creuse le trou, ce sont les exonérations de cotisations sociales consenties aux patrons, ainsi que la baisse des rentrées consécutive à

l'augmentation incessante du nombre de chômeurs.

François Fillon entonne à peu près le même refrain dans son programme. Beaucoup d'étrangers, dit-il, ne viennent s'installer en France qu'en raison de « l'exceptionnelle générosité » du système de santé. Il propose donc qu'aucune prestation d'aide sociale, d'allocation familiale ou d'aide au logement ne soit versée à ceux qui résident en France depuis moins de deux ans. Tout juste autorise-t-il la prise en charge des soins pour ceux qui travaillent et donc cotisent.

C'est, sur le fond, la même abjection. Et c'est surtout la même stratégie politique, qui consiste à utiliser les travailleurs immigrés comme boucs émissaires, à laisser croire qu'ils sont responsables tant du déficit de la Sécurité sociale que de toutes les difficultés, et donc à exonérer les vrais coupables.

Fil Rouge

Annette (En marche !) derrière Macron

Le maire PS de Saint-Denis, Gilbert Annette, a annoncé son ralliement à la candidature d'Emmanuel Macron pour les présidentielles.

L'ancien secrétaire fédéral du PS justifie sa décision en précisant que Macron serait le seul à pouvoir faire barrage à Le Pen et Fillon. Il doute donc des possibilités de Hamon, le candidat de son parti, d'accéder au second tour et a la conviction que celui-ci ne réussira pas à convaincre Mélenchon de retirer sa candidature. Mais ce qui attire Annette chez Macron c'est qu'il aurait, selon lui, placé « *le travail au cœur de son projet* ».

Macron le banquier, l'ami des grands patrons qui a taillé pour eux des lois sur mesure quand il était ministre de l'économie dans le gouvernement de Hollande est favorable au travail, mais du point de vue patronal. Il est pour l'augmentation du temps de travail, la réduction des salaires, la précarisation de l'emploi, etc. pour permettre au patronat de faire encore plus de profits.

Annette sait tout cela. Lui qui a approuvé toute la politique d'austérité pour les classes populaires de Hollande-Valls-Macron aimera sans sourciller la « *rigueur* » de ce dernier.

En marche pour les patrons, à l'arrêt pour les salariés !

Interrogé sur Réunion Première sur son soutien à Emmanuel Macron, Thierry Robert le député maire de Saint-Leu, par ailleurs rentier de l'immobilier, a présenté le projet du candidat d'En Marche ! d'augmenter le pouvoir d'achat des Smicards de 250 euros... par an comme une grande avancée.

Ce patron, condamné par la justice pour avoir procédé à des constructions d'immeubles illégaux et qui percevait déjà en 2013, selon ses dires, 90 000 euros par mois, considère qu'un ouvrier, un employé payé à 1149 euros net par mois n'a besoin que de 21 euros en plus par mois pour joindre les deux bouts !

Quel mépris ces deux-là n'ont-ils pas pour les travailleurs !

Fillon : dis-moi qui tu fréquentes...



On savait le programme de Fillon doux aux riches : ses quinze mesures phares sont autant de cadeaux fiscaux pour la bourgeoisie, avec la suppression de l'ISF, les 40 milliards de baisses de charges supplémentaires promis aux entreprises.

Ces cadeaux sont assortis de nouveaux coups contre les travailleurs,

du recul de l'âge de la retraite à 65 ans à l'allongement du temps de travail, sans oublier les 100 milliards d'économies en cinq ans qu'il promet d'appliquer aux dépenses de l'État, en commençant par réduire le nombre de ses salariés.

C'est un programme fait pour les bourgeois et concocté... par les bourgeois. Car les portefeuilles bien garnis pullulent dans l'équipe de campagne et les soutiens de Fillon. Parmi les proches, on trouve le désormais célèbre Marc Ladreit de Lacharrière, qui a su offrir un petit boulot à madame Fillon dans sa Revue des deux mondes. Il y a aussi Henri de Castries, ancien PDG du groupe AXA, Pierre Danon, ancien dirigeant de

Numericable et spécialiste d'une politique de réduction des coûts, son épouse, Laurence Danon-Arnaud, présidente de la commission Prospectives du Medef, Viviane Chaîne-Ribeiro, présidente de la fédération patronale Syntec...

Cette équipe de haut vol n'oublie pas de s'adresser à Dieu. Ainsi Jérôme Chartier, conseiller spécial de Fillon, organise chaque année des Entretiens à l'abbaye de Royaumont pour dirigeants d'entreprises autour de thèmes tels que « Croyant et citoyen ».

Tout ce beau monde prie sans doute Jésus et tous ses saints pour que les casseroles familiales de Fillon ne le disqualifient pas complètement !

Son programme : les délinquants mineurs paieront

François Fillon vient d'ajouter à son programme l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans. L'annonce de cette mesure est purement démagogique car, comme l'ont fait remarquer plusieurs magistrats, aucun âge n'est actuellement fixé, en dessous duquel un jeune ne pourrait être jugé pénalement. Mais peu importe pour Fillon : il veut s'afficher comme un candidat à poigne et si possible faire oublier ses propres malversations.

À la suite du viol de Théo à Aulnay-sous-Bois, il a affiché, comme

Le Pen, sa solidarité avec la police, montrant du doigt ceux qui, dans les banlieues, réagissaient violemment aux exactions de la police, dénonçant « des mineurs qui se savent pratiquement intouchables car la loi les protège davantage que leurs victimes ». C'est pourtant loin d'être la réalité : 92 000 mineurs sont soumis chaque année à la justice pénale, et près de 800 sont aujourd'hui en prison. Leurs peines sont souvent moins longues que celles des adultes, car ils peuvent bénéficier de l'excuse de minorité que Fillon veut

supprimer. Mais celle-ci n'a rien d'automatique. La seule limite à ce qu'un mineur soit pénalement responsable est qu'il soit « capable de discernement ».

Fillon se moque en fait de tout cela, comme d'ailleurs de la sécurité dans les banlieues. Plus les preuves de ses détournements d'argent public s'accumulent et plus il durcit son programme sécuritaire pour faire diversion. L'impunité, c'est pour lui qu'il la réclame.

PCF : un "pacte de majorité" pour aller plus vite dans le mur

Alors que Mélenchon et Hamon enchaînent les déclarations unitaires tout en disant chacun de leur côté que c'est derrière eux que l'unité doit se faire, les dirigeants du PCF se présentent comme unitaires pour trois... Ainsi le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, propose une rencontre aux différents candidats de gauche pour « un pacte de majorité à gauche » et Olivier Dartigolles, porte-parole du parti, « ne se résigne pas à une gauche désunie. »

C'est que, malgré le ralliement du PCF à Mélenchon, Mélenchon ne s'est montré prêt à aucune concession, annonçant qu'il présentera ses propres candidats aux législatives, et ne

s'engageant pas au désistement en faveur des candidats du PCF, y compris dans les circonscriptions où le PC a encore des députés. La direction du PCF tente en fait de se servir de la victoire de Hamon pour faire pression sur Mélenchon au nom de l'unité pour marchander le sauvetage de certains de ses élus, ou se prépare à rejoindre Hamon pour les mêmes raisons !

Au bilan de toutes ces manœuvres, la direction du PCF ne propose aux travailleurs révoltés par la politique anti ouvrière menée par le gouvernement de Hollande durant cinq années, que de se raccrocher à un hypothétique rassemblement derrière un ex-ministre de Hollande, Hamon, ou

un admirateur de Mitterrand, Mélenchon.

Ce sont pourtant les différents gouvernements de gauche, de celui de Mitterrand de 1981, avec ses quatre ministres communistes, à celui de Hollande, qui ont dégoûté et démoralisé nombre de militants et sympathisants PCF ainsi que nombre de travailleurs au point d'en pousser un nombre de plus en plus important à voter pour le Front national.

La direction du PCF s'obstine ainsi dans une politique suicidaire. Malheureusement, elle y entraîne avec elle ceux de ses militants qui sont réellement attachés à la défense des intérêts des travailleurs.

Mélenchon : défendre l'économie ou les travailleurs ?

Jean-Luc Mélenchon a présenté dimanche 19 février sur sa chaîne Internet son programme économique, en plus de cinq heures d'émission. Mais qu'est-ce qu'un travailleur peut bien en attendre ?

Mélenchon parle de l'économie en général, et se prétend capable de la relancer, sans jamais mettre en question le pouvoir et les profits des capitalistes. Au contraire même, dans sa « révolution fiscale », Mélenchon

prévoit de baisser l'impôt sur les sociétés de 33 % à 25 % ! Il souhaite le retour de l'inflation, dont il espère qu'avec son programme elle atteindra plus de 4 % par an. À ce rythme-là, l'augmentation du smic qu'il promet, de 1 150 euros à 1 300 euros net, sera annihilée en à peine trois ans !

Face à la guerre sociale que mène le patronat contre le monde du travail, Mélenchon qui se prétend insoumis joue à l'arbitre loyal qui aurait une

solution juste et acceptable par tous. C'est un marchand d'illusions : en prétendant trouver un consensus entre exploités et exploités, il ne trompe que les travailleurs qui s'y laisseront prendre.

Les discours de bateleur de Mélenchon cachent mal la réalité de son programme. Au patronat, à la bourgeoisie il promet du concret, et aux travailleurs il ne promet que du vent.

Politiciens en campagne : Gattaz fixe le cap

Gattaz sait d'avance que le président élu fera tout pour satisfaire au mieux les intérêts du patronat. Pour commencer, il veut que l'État supprime massivement les formations offertes aux jeunes en les réduisant aux stricts besoins des entreprises. Il est vent debout contre ce qui reste du Code du travail et veut qu'il soit détruit. Il veut que les indemnités prud'homales soient plafonnées, que le compte pénibilité soit supprimé et que l'impôt sur les

sociétés soit réduit d'un tiers. Pour financer cette dernière mesure, il propose de puiser 100 milliards dans les caisses de l'État, en supprimant des centaines de milliers d'emplois, et comme cela ne suffira pas, en augmentant de deux points la TVA.

Gattaz est pour l'heure content de ce que disent Fillon et, en partie, Macron. Répondant à un journaliste qui s'interrogeait sur le moyen d'éviter de mettre en colère et dans la rue deux

millions de travailleurs avec un tel programme, Gattaz conseille la pédagogie suivante : leur faire croire que cela permettra à terme une amélioration de l'emploi.

Nul doute que ces bons conseils seront écoutés avec attention par les candidats qui, au pouvoir, aspirent à servir les intérêts de la bourgeoisie. Aux travailleurs de se préparer à répondre collectivement à toutes ces attaques programmées.

Droite ou gauche le patronat sera bien entendu

Le Medef va adresser aux candidats aux élections présidentielles 60 propositions pour une « Réunion gagnante ».

Il y a rien de nouveau sous le soleil patronal : plus d'exonérations de « charges sociales », moins d'impôts sur les sociétés, plus de défiscalisation, un « crédit d'impôt compétitivité

spécial Outremer » à la place du CICE actuel déjà plus avantageux pour eux que celui appliqué en France, zone franche renforcée et pérennisée, etc. Bref, le patronat déjà bien repu, attend des mesures de « chocs ».

Les patrons locaux qui veulent retrouver « la confiance dans la parole de l'État » ont l'embarras du choix

parmi les candidats en lice de droite à gauche en passant par l'extrême droite. Tous rivalisent pour satisfaire au mieux leurs exigences et ils n'auront pas besoin de faire semblant d'être mécontents pour se faire servir.

Médias : la voix de son maître

À deux mois de l'élection présidentielle, le CSA vient de publier une enquête sur le temps d'antenne dont ont bénéficié les partis politiques pour ce scrutin du 1er août 2016 au 31 janvier 2017.

Les Républicains arrivent en tête avec 482 heures 40. Le Parti socialiste suit avec 421 h 48, vient ensuite le Front national avec 139 h 20. Le Parti de gauche a eu le droit à 43 h 42, En Marche à 43 h 42 et EELV à 40 h 18,

le Parti communiste et le Parti Radical de Gauche entre 10 et 20 heures.

Quant à Lutte ouvrière ou au Nouveau Parti Anticapitaliste, leurs interventions se comptent en minutes.

Voilà ce qu'ils appellent l'égalité de traitement entre les candidats. Tout pour les partisans du système et rien pour ceux qui y sont opposés. La conséquence de cela, c'est que nous n'avons d'autre solution pour nous faire entendre que de mener la campagne par nos propres moyens dans nos

entreprises, nos quartiers et nos familles.



Résorption du chômage : rien à attendre des patrons et des politiciens à leur service !



Selon le préfet, les chiffres du chômage se sont améliorés à La Réunion. Aux dernières nouvelles, le nombre total des chômeurs atteindrait 160 000. De quelle avancée parle-t-il ?

Le gouvernement a mis en 2016 à la disposition du patronat de La Réunion 44 000 mesures d'insertion d'accompagnement (emploi d'avenir, CUI/CAE, CUI/CIE, CIVIS, Garantie Jeunes, plan d'urgence en faveur de l'emploi). À la clé il y eut 268 millions d'aide pour « aider le patronat à embaucher », avec pour résultat la création de 5600 emplois. Quelle inefficacité que cette politique de mise sous perfusion financière massive des entreprises quand il s'agit de créer des emplois !

D'un côté les efforts du préfet et des politiciens pour se mettre au service de la bourgeoisie, de l'autre la réalité quotidienne imposée aux travailleurs faite de précarité et des bas salaires.

Depuis des décennies que gouvernements de droite et de gauche arrosent les patrons de subventions, rien ne change pour les travailleurs. À ceux-ci de s'en mêler et d'imposer par

la lutte les salaires décents et les embauches partout où c'est nécessaire : sur les chantiers du BTP, dans les commerces, dans les hôpitaux, les cliniques, dans les écoles, dans l'aide à la personne et l'entretien des espaces publics.

Une police dressée contre les pauvres

Le viol de Théo, en métropole, par les policiers n'est pas seulement l'acte isolé de quelques brebis galeuses dans la police, mais le résultat d'une politique et d'un climat entretenu par ceux qui sont à la tête de l'État.

Le commissaire d'Aulnay, supérieur hiérarchique des agresseurs, avait déjà en 2004 couvert ses hommes qui avaient plaqué au sol un chauffard ivre qui menaçait sa passagère. L'homme avait fini sur le bitume, pantalon et slip baissés, un enjoliveur entre les fesses. Le commissaire avait été condamné à l'issue du procès à un an de prison avec sursis et un an d'interdiction professionnelle. Il a été nommé ensuite commissaire responsable de tout le district nord-est de la Seine-Saint-Denis.

Dans les manifestations contre les violences policières qui se sont déroulées après le viol de Théo, les jeunes dénoncent le racisme de la police lors des contrôles d'identité au faciès. Ainsi, en réponse à une jeune qui racontait comment elle était traitée par la police, le représentant du syndicat Unité police SGP-FO, a déclaré : « Bamboula, ça reste encore à peu près convenable. »

Dans les banlieues, la police est maintenue dans un climat d'hostilité vis-à-vis de la population, et en particulier des immigrés. Des brigades spécialisées sont envoyées en patrouille équipées de toute une panoplie, casques, uniformes noirs, armes du type lanceur de balles, comme si c'était la guerre avec les jeunes du quartier. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que bien souvent des actes de guerre finissent par éclater !

Prescription : les patrons fraudeurs disent merci

L'Assemblée nationale a adopté le 16 février une loi qui va permettre aux patrons délinquants de se soustraire plus aisément à la justice.

Au départ, elle était censée allonger la prescription, période fixée par la loi, au-delà de laquelle toute poursuite judiciaire devient impossible. Mais pour toute une série de délits, comme les abus de confiance, les abus de biens sociaux, la publicité mensongère, les malversations, les tromperies, les trafics d'influence, la fraude fiscale, la prise illégale d'intérêts, autrement dit tout ce qui concerne la délinquance patronale en col blanc, le Parlement a décidé que la période de prescription (de 12 ans) commencerait dorénavant au jour de l'infraction et non plus à partir du jour où elle a été découverte.

Autrement dit, aujourd'hui, tout délit commis avant 2005, et encore dissimulé, est définitivement prescrit.

Le journal Capital a titré son article : une « loi qui va faire plaisir aux fraudeurs financiers ». Pour une des dernières lois votées par la majorité socialiste, elle en devient presque un symbole.

Bann politisien y fé le ver... Mais y regle pa ryen !

Pour faire face au fléau des asticots dans les poubelles, les élus du TCO n'ont rien trouvé de mieux que de faire appel à des médiateurs pour expliquer à la population comment réduire l'infestation.

Pour ces élus, ce n'est pas la suppression d'un enlèvement hebdomadaire sur deux des ordures ménagères qui par cette forte chaleur est à l'origine de l'arrivée des vers. Non ! Ce serait les usagers qui ne feraient pas correctement le nettoyage des poubelles.

À croire que ces décideurs n'ont jamais touché et encore moins nettoyé eux-mêmes leur bac à ordures.

Retard dans le transport en commun dans l'est

Le président de la CIREST, Jean-Marie Virapoullé se réjouissait de la création de nouvelles lignes de bus et de l'augmentation des recettes. L'ensemble de la population utilisatrice des transports en commun ne peut que se réjouir de la mise en place de nouvelles lignes, mais le problème de fréquence des bus et surtout leur absence le dimanche reste entière.

L'augmentation des recettes ne provient pas que de l'augmentation de la fréquentation des transports en commun, elle trouve surtout son origine dans l'augmentation des tarifs qui sont passés de 1,40 € avant décembre 2015 à 1,80 € après décembre, soit une progression de près de 30 %.



Monsieur Jean-Marie Virapoullé devrait calmer ses ardeurs et se mettre au travail afin que sur le territoire Est, un service public du transport adapté,

accessible et bon marché soit enfin mis à disposition de la population !

Petits paysans : victimes de leurs dirigeants

Xavier Beulin, décédé ces derniers jours, présidait la FNSEA, mais aussi la multinationale Avril, un des géants de l'agroalimentaire qui compte 72 000 salariés dans 21 pays et réalise un chiffre d'affaires de 6,7 milliards d'euros. Elle tient aussi sous sa dépendance des dizaines de milliers de paysans, dont beaucoup de petits paysans en France, en Roumanie, en Afrique et ailleurs, tirant d'eux tout le profit qu'elle peut.

C'est bien d'ailleurs tout le paradoxe du monde paysan

d'aujourd'hui. Le plus grand syndicat agricole, la FNSEA, qui regroupe l'immense majorité des paysans (plus de 80 % des adhérents à un syndicat agricole), avait à sa tête un des grands représentants de l'agroalimentaire. Les dirigeants de cette branche capitaliste, quelle que soit la structure de leur entreprise, mènent la guerre à leurs salariés, mais aussi aux paysans les moins riches. Ils leur imposent une baisse continue des prix et leur font payer les gains de productivité et les profits qui en découlent.

Les agriculteurs les plus petits, les dizaines de milliers qui n'arrivent qu'à survivre ou qui n'y arrivent même plus, n'ont rien à attendre de ceux qui se disent leurs représentants et qui sont leurs fossoyeurs ou, au mieux, les alliés de ceux-ci. Seule une société débarrassée du capitalisme et de la course au profit pourra garantir à chacun de vivre décemment de son travail, à la ville comme à la campagne.

Aide au développement, un gros mensonge

Les représentants des pays de l'Union européenne et de l'Union africaine se sont réunis pour discuter de la façon de diminuer le nombre de migrants qui viennent du continent africain. À cette fin les États européens ont décidé de créer un fonds de 1.8 milliard pour soi-disant aider les économies locales en Afrique. Cette somme dérisoire est en fait sensé dissuader les candidats à l'immigration vers l'Europe et éliminer le trafic sur la Méditerranée.

Les États africains, en échange, auront l'obligation de coopérer au

retour des migrants expulsés d'Europe. Pour cela les 10 pays concernés doivent envoyer en Europe des officiers d'immigration chargés de déterminer la nationalité des migrants pour les renvoyer plus efficacement.

Une partie de cette aide devra servir à mettre en place l'enregistrement et le fichage moderne de la population afin de mieux la contrôler. En fait, les États européens veulent que les dictateurs d'Afrique fassent le contrôle des migrants, le gendarme dès le départ. Kadhafi était payé en son temps pour faire ce genre de basse besogne. Et il le

faisait dans des conditions féroces en plein désert. Cela ne lui a pas porté chance. Trop turbulent aux yeux des grandes puissances, ils l'ont éliminé.

Les États impérialistes veulent que les dictateurs d'Afrique emprisonnent les populations pauvres dans la misère, pour qu'eux continuent à piller les richesses au profit de la bourgeoisie du monde occidental.

Voilà à quoi se résume l'aide au développement tant vantée par nos gouvernants.

Bas salaires et chômage massif vont de pair

En Afrique du Sud, écrit le journal Jeune Afrique, patrons et syndicats de travailleurs se sont mis d'accord sur l'instauration d'un Smic à 244 euros par mois en 2018.

Pour rappel les mineurs qui avaient fait grève pour leurs salaires en 2012 et dont 34 avaient été assassinés par la police sur ordre du gouvernement sud-africain, étaient payés 400 euros par mois et revendiquaient que leurs salaires soient portés à 1250 euros.

On peut ainsi constater la complicité des bureaucraties syndicales, leur complaisance vis-à-vis du patronat quand elles acceptent des salaires aussi ridiculement bas.

Aux dires mêmes du président sud-africain, dirigeant de l'ANC, Cyril Ramaphosa, 41 % des travailleurs sud-africains gagnent aujourd'hui moins de 230 euros par mois et le chômage touche 27 % des travailleurs. Cela montre que le maintien des salaires à un niveau

extrêmement bas n'incite pas plus les patrons à embaucher. Un constat qui prouve qu'en Afrique du Sud comme à La Réunion, ceux qui prétendent créer de l'emploi en baissant « le coût du travail » (en clair les salaires) nous mentent. Cette politique ne sert qu'à enrichir les exploitateurs : les patrons et les actionnaires.

Armement : un gâchis meurtrier

Entre 2012 et 2016, les ventes d'armes ont progressé de 8,4 % par rapport aux années 2007-2011. Les plus gros fabricants et exportateurs sont les États-Unis, avec le tiers du marché, suivis de la Russie, de la Chine et de la France. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, se vantait récemment d'avoir « atteint un nouveau sommet avec plus de 20 milliards d'euros de prises de commandes ».

Ce marché des armes est une manne pour les industriels, qui bénéficient

partout de l'aide de leur État. C'est un gigantesque gaspillage de travail et de compétences, qui seraient bien plus utiles s'ils étaient investis dans des services à la population. Le gâchis est encore plus flagrant dans les pays où une grande partie des habitants vivent dans la plus grande pauvreté, comme l'Inde qui, dans les cinq dernières années, a augmenté ses achats de 43 % et est le premier importateur d'armes.

Cette prolifération des armes ne sert pas seulement aux exercices militaires.

Elle va de pair avec les conflits ouverts où les grandes puissances, les États-Unis et les gouvernements européens, sous prétexte de mettre fin au terrorisme, bombardent les populations pour rétablir leur ordre, comme au Proche-Orient, en Afghanistan, en Afrique.

La course aux armements est un indice du pourrissement d'un système où les engins de mort sont une source de plus en plus importante de profits.

Radars embarqués : pour rapporter au privé

Les autorités ont décidé de confier au secteur privé l'utilisation de radars embarqués dans des automobiles banalisées pour sanctionner les excès de vitesse.

L'argument est que la chasse aux chauffards sera ainsi plus efficace. Certes, la sécurité routière est un

problème sérieux et il faut l'améliorer, mais est-ce que cette opération y contribuera ? En tous cas, elle va rapporter de l'argent aux sociétés privées en question.

Au lieu d'une heure par jour en moyenne avec deux personnes, les véhicules privés équipés de radar

pourront rouler huit heures par jour, avec un seul conducteur. D'où une économie de personnel et une augmentation exponentielle du nombre des amendes attendues.

Un beau cadeau promis aux sociétés privées, un de plus.

DANS LES ENTREPRISES

Pour la mise en place d'un service public d'aide à la personne

L'association d'aide à la personne, Korbey d'or, a été placée en redressement judiciaire avec une dette sociale de trois millions d'euros. Ce sont plus de 700 salariés qui risquent de se retrouver privés de leur emplois, et pour certains d'entre eux pour la deuxième fois.

Cette situation ressemble étrangement à celle de l'Arast, dont sont

issues la plupart des salariées de cette structure. Personne n'a oublié que 1196 salariés ont été licenciés en 2009 et que de nombreuses personnes âgées, des jeunes en grande difficulté, se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, privés subitement de toutes aides. En favorisant la création de cette structure, le Conseil départemental s'est désengagé vis-à-vis de l'aide aux personnes vulnérables.

Devant la situation financière de Korbey d'or et sans minimiser la responsabilité de la direction et de l'État, force est de constater que ce qui manque aujourd'hui, c'est un vrai service public d'aide à la personne, capable de dispenser tous les services utiles à la population.

Korbey d'Or : des salariées sous pression

Les travailleurs et travailleuses de Korbey d'or, placé en redressement judiciaire, se retrouvent encore une fois, menacés de perdre leur emploi alors qu'ils subissent depuis des années des conditions de travail indignes.

Ces salariés font des heures de travail à rallonge, leurs heures de déplacements ne sont pas comptabilisées dans le calcul du temps de travail. Ils doivent utiliser leur propre véhicule pour se déplacer et

leurs frais de transports ne sont pas couverts par les quelques dizaines d'euros chichement attribués par leur direction. Enfin, ils subissent fréquemment les sautes d'humeur des chefs et ceux qui se rebellent contre leur sort sont souvent sanctionnés, y compris par des licenciements.

Au lieu de demander au Conseil départemental de mettre la main à la poche pour faire face aux besoins de l'association et de rendre aux mieux le

service attendu par les personnes en perte d'autonomie, la direction préfère s'attaquer aux salariés.

Les salariés de Korbey d'or n'accepteront pas longtemps cette situation. Ce n'est que par leur mobilisation qu'ils pourront se faire respecter, sauver leurs emplois et leurs salaires, obtenir les créations d'emplois et les augmentations de salaires nécessaires

Chambre d'Agriculture : de moins en moins d'aides publiques et de moins en moins d'emplois

La situation financière de la Chambre d'Agriculture de La Réunion n'est pas au « beau fixe » à en croire les déclarations de ses dirigeants (Le Quotidien du 17 février 2017). Malgré un compte financier 2016 positif, la chambre verte reste « fragile ». D'après son président, l'Europe doit plus de trois millions d'euros pour l'année 2016 et 80 postes d'agents ont été financés sur les fonds propres de l'institution. Celle-ci serait à flot grâce aux avances de subventions de la part du Conseil départemental qui reverse également les fonds européens pour l'agriculture.

À l'heure actuelle, onze postes ne seraient pas encore financés par les fonds publics. La faute incomberait aux financeurs, en l'occurrence le Conseil départemental, qui n'a toujours pas validé les fiches d'action.

Les propos du président de la Chambre suffisent-ils à rassurer les salariés ? Rien n'est moins sûr. Depuis des années, les directions successives à la Chambre, les financeurs, l'État, n'ont cessé de répéter qu'il y a trop d'agents à la Chambre et qu'il faudra continuer à baisser les effectifs. D'ailleurs, cette politique a été concrètement mise en œuvre à partir de 2001 au travers d'un « plan de redressement » et poursuivie jusqu'à ce jour avec pour conséquence une diminution du nombre de salariés qui est passé d'environ 220 salariés à 166 aujourd'hui. Aucun service n'est épargné, du végétal à l'élevage en passant par les services administratifs et généraux.

L'impact sur les agents se fait ressentir par un accroissement de la



charge de travail et des missions effectuées auprès des agriculteurs. Quant aux salaires, ils ont été quasiment bloqués durant des années. La première augmentation après plus de dix ans d'une politique salariale de vaches maigres, a eu lieu fin 2016, soit 21,70 euros bruts par mois !

L'inquiétude est réelle chez les agents de la Chambre qui craignent pour leurs emplois.

Si aucune solution n'est trouvée pour pérenniser les postes à la Chambre, les services rendus aux agriculteurs dans le cadre du service public se réduiraient, voire disparaîtraient au profit des organismes privés dont les missions premières ne sont pas de garantir un service universel aux agriculteurs, mais plutôt de faire du profit.

Les salariés de la Chambre ne seraient malheureusement pas les seuls à subir les conséquences de la politique

des collectivités locales, de l'État et de l'Europe qui ont décidé d'appliquer de plus en plus les coupes dans les budgets de l'institution.

Les petits agriculteurs et les éleveurs seraient aussi lésés par la perte des conseils et aides qui leur sont fort utiles et souvent prodigués gratuitement ou à des coûts peu élevés. Auront-ils les moyens de recourir à des structures privées ? Certains pourraient-ils même maintenir leur activité sans l'appui des agents de la Chambre ?

L'avenir des techniciens et des petits agriculteurs et éleveurs est menacé. C'est pourquoi il est impératif de défendre ensemble leurs emplois et leurs salaires.

En juillet 2014 les salariés s'étaient mobilisés au Conseil général. Ils avaient protesté contre la suppression d'une subvention de 300 000 euros. Les salariés de la Chambre connaissent donc la voie à prendre...

Non aux économies du gouvernement dans les services publics

Trois cent médecins ont dénoncé la décision du gouvernement de faire près de 39 millions d'économies sur trois grands hôpitaux publics à La Réunion.

C'est environ 250 postes qui doivent être supprimés d'ici 2021, alors que le besoin de la population ne cesse de progresser, notamment du fait que l'île est touchée par une véritable explosion des maladies chroniques, comme les insuffisances cardiaques, l'asthme, le diabète, l'obésité, l'hypertension ou encore l'insuffisance rénale, a révélé un rapport sénatorial en octobre dernier. C'est donc en toute connaissance de cause que le gouvernement a pris sa décision de

faire ces économies sur le dos des malades.

De l'autre côté, les patrons des cliniques privées continuent à obtenir toujours plus de moyens pour développer leurs affaires et obtenir de plus en plus d'habilitations pour des lits supplémentaires.

Rappelons au passage que le gouvernement a fait, grâce au CICE, un cadeau de plus de 120 millions d'euros au patronat de La Réunion uniquement pour l'année 2016. Alors de l'argent il y en a. Les médecins, les infirmiers, les aides-soignants, les personnels techniques ont raison de dénoncer et de refuser cette décision

abjecte que le gouvernement veut leur imposer.



DANS LE MONDE

Colonisation : la barbarie du capitalisme

De Fillon à Le Pen, les politiciens de droite et d'extrême droite voient dans l'histoire coloniale française un rôle positif, une mission civilisatrice. Il faut pour cela des lunettes vraiment déformantes ne fonctionnant qu'à la lumière des intérêts de la bourgeoisie.

Ainsi, après la conquête d'Alger en 1830 par un corps expéditionnaire de 37 000 hommes, les 130 ans de colonisation de l'Algérie furent une longue suite de guerres et d'actes barbares, de traitements inhumains, de mains coupées et de meurtres. De 1840 à 1848, le général Bugeaud et ses troupes fit fondre la population autochtone d'un tiers. Les terres, les meilleures surtout, furent par centaines de milliers d'hectares, confisquées aux Algériens.

L'œuvre « civilisatrice » de la colonisation, ce fut aussi le portage, le transport à dos d'homme en Algérie et en Afrique de l'Ouest, pour lequel les populations devaient donner 12 à 15 jours par an. Ce fut le Code de l'indigénat qui privait les Algériens de la majorité de leurs libertés et de leurs droits. Ce fut l'impôt de la capitation qui contraignit les pauvres à vendre leur chèvre ou leur vache. Ce furent les

épidémies et les famines qui frappaient des populations épuisées.

Le chemin de fer Congo-Océan, 500 km construits entre 1921 et 1934 par 130 000 Africains réquisitionnés, se solda par la mort de 15 000 d'entre eux, pour envoyer vers la métropole le coton du Tchad et de Centrafrique, le manganèse et le bois du Gabon, ou encore les oléagineux et le cuivre du

Congo.

Le mouvement ouvrier, depuis sa naissance, a toujours combattu le colonialisme. Mais, plus de 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, obtenue à la suite d'une guerre meurtrière, il se trouve toujours, dans la bourgeoisie française et parmi ses politiciens, des nostalgiques de cette époque.



Chili : la grève des mineurs de cuivre

Depuis le jeudi 9 février, les 2 500 travailleurs de la mine de cuivre d'Escondida, dans le nord du Chili, sont en grève pour leurs salaires. Dans cette mine située à 3 000 mètres d'altitude, où les conditions de travail sont extrêmement éprouvantes, ils ont installé un campement, organisant un fonds de solidarité pour tenir le plus longtemps possible.

Cette mine produit 5 % du cuivre mondial et ses principaux propriétaires, les trusts BHP Billiton (57 %) et Rio Tinto (30 %), sont riches à milliards.

Pour bloquer les salaires, ils ont mis en avant une baisse des bénéfices liée à la baisse des cours du cuivre. Mais BHP Billiton a déclaré en juillet un bénéfice de 1,2 milliard de dollars pour les seuls six premiers mois de l'année 2016, et Rio Tinto, la veille de la grève, annonçait 4,62 milliards de dollars de profits pour 2016.

La baisse du cours du cuivre n'est donc qu'un prétexte. D'ailleurs, quand il était au plus haut, en 2006 et 2011, les travailleurs d'Escondida avaient déjà dû faire grève pendant plusieurs

semaines pour obtenir des augmentations des salaires et des primes.

Pour l'instant, la direction de la mine refuse toute reprise des discussions. Quant au gouvernement chilien, il s'est déclaré inquiet, non pour le niveau de vie des mineurs, mais pour le PIB du pays. Comme en 2006 et 2011, ceux-ci ne peuvent compter que sur leur lutte pour imposer à leur direction de prendre sur les bénéfices réalisés grâce à leur travail pour augmenter les salaires.

Afrique de l'ouest : la production de lait, malade du capitalisme

Les petits patrons du secteur laitier en Afrique de l'Ouest se sont réunis à Abuja au Nigeria pour faire état de leurs difficultés. Ils n'arrivent pas à écouler leur production alors que la demande augmente. La presse a cité le cas d'un, éleveur exerçant son métier dans la région de Kayes au Mali et qui était présent à cette conférence. Malgré ses 150 vaches lui, ainsi que d'autres éleveurs, ne doivent leur survie économique que grâce à la mise en place d'une mini-laiterie dans la localité de Badenko, par une ONG.

En revanche les importations en Afrique de l'Ouest de lait en poudre en provenance de l'Union Européenne et

de Nouvelle Zélande ont triplé ces quinze dernières années, atteignant plus de deux millions de tonnes par an.

Les difficultés des petits producteurs ne sont malheureusement pas une spécificité africaine. En Allemagne, en France, y compris dans les DOM, les petits producteurs ont aussi du mal à s'en sortir. Au fil des ans, le nombre de faillites n'a fait qu'augmenter, les petites unités se faisant avaler par les grosses, plus performantes et capables de produire à bas coût. Les centrales d'achats des grandes chaînes de distribution tels que les hyper marchés privilégient les gros fournisseurs au détriment des petits

qui, par voie de conséquence, éprouvent des difficultés à écouler leur production. Parfois leur colère éclate et se traduit par des protestations dans les rues, devant les magasins grandes surfaces et les bureaux des autorités tels que les préfectures des grandes villes.

Dans le même temps les firmes multinationales comme Nestlé ou Danone qui inondent une bonne partie de la planète en produits laitiers, affichent des bénéfices insolents. Mais les profits qu'elles réalisent ne sont aussi possibles que grâce au labeur des travailleurs dans leurs usines y compris en Afrique.

Le vote Nathalie Arthaud : un vote de conscience et de dignité ouvrière

La campagne électorale se déroule sans qu'à aucun moment les exigences réelles des travailleurs et des classes populaires soient abordées. De Fillon, de Le Pen à Mélenchon, tous expliquent qu'ils ont la recette du changement. Mais ils mentent tous. Au lendemain de l'élection, en mai prochain, rien de fondamental ne changera pour le monde du travail. Quel que soit l'élu, quelles que soient ses promesses, il mènera la politique dictée par le patronat.

Ceux qui s'apprentent à s'abstenir, à se taire dans ces élections, donnent

raison à ces politiciens. L'abstention massive des classes populaires ne les dérange pas, bien au contraire.

Il faut rejeter ces politiciens et affirmer ses intérêts de travailleur. Il faut pour cela voter Nathalie Arthaud. Affirmer la nécessité d'interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, exiger un travail et un salaire pour tous, revendiquer qu'aucun salaire ne soit en dessous de 1 800 euros net par mois, et que tous les salaires soient augmentés de 300 euros, voilà le sens du vote Nathalie Arthaud.

Aux patrons qui hurlent qu'ils ne pourront jamais satisfaire à tout cela, il faut opposer le droit de vérifier, de ne pas les croire sur parole. À bas le secret des affaires, le secret commercial et le secret industriel ! Il faut imposer le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises, mais aussi sur les comptes de leurs propriétaires, de leurs actionnaires et de leurs familles. Alors on verra qu'il y a assez d'argent pour payer des salaires décents à tous les travailleurs !

La campagne de Nathalie Arthaud : Une réponse au PDG d'Air France

PDG du groupe Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac a adressé aux candidats à l'élection présidentielle ce qu'il appelle ses propositions « afin de garantir la pérennité du groupe Air France-KLM » et de lui « assurer une croissance rentable et durable ».

Cela lui a valu une réponse de la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, dont voici des extraits :

« Surtout s'agissant d'entreprises comme Air France-KLM, la croissance rentable que vous réclamez se fait toujours au détriment des salariés. Votre croissance est celle des profits des actionnaires d'Air France, des revenus des membres de sa direction, tandis que cette même direction ne cesse de réduire les effectifs, de geler les salaires, d'intensifier la charge de travail (...).

Face à cela, j'ai apporté mon soutien et celui de Lutte ouvrière aux milliers de salariés d'Air France qui, en

octobre 2015, ont refusé de se laisser priver de leur gagne-pain. (...)

Aujourd'hui, je me tiens au côté des mécaniciens, PNC, pilotes, agents d'escale... qui refusent que votre croissance durable et rentable se fasse sur leur dos. (...)

Vous quémandez l'aide financière de l'État. C'est scandaleux. Le patronat se gave de subventions que lui accordent les gouvernements. Cela ne sert pas à créer des emplois, mais à gonfler les profits. (...)

(Si votre entreprise) a besoin

d'argent, prenez-le là où il y en a : dans la poche des actionnaires, sur les salaires mirobolants des membres de la direction. Et, s'il le faut, que les banques, ADP, les constructeurs... mettent la main à la poche (...)

C'est de ces travailleurs que je suis solidaire, comme je le suis des millions de salariés (...) qui, n'ayant aucune responsabilité dans la façon dont vous et vos pareils gérez votre propre système, ont raison de refuser d'en faire les frais. »



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 11 MARS de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 17 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 25 MARS de 7H30 à 9H00**

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière

Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

**Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :**
<http://www.nathaliearthaud.info>